

Parti
communiste
français

commission Santé
sante@pcf.fr

tél : 01 40 40 12 78

septembre 2018

globule rouge

LA RENTRÉE VA ÊTRE CHAUDE !

Hôpital, perte d'autonomie, retraites... le programme de casse sociale de Jupiter est chargé. Mais sa mise en œuvre n'est pas inéluctable ! Les communistes abordent cette rentrée politique 2018 avec un ensemble de propositions cohérentes qui alimenteront les débats de la Fête de l'Humanité et les luttes sociales et politiques.

D'abord le service public ! Le gouvernement a repoussé à l'automne la publication de son plan pour l'hôpital, l'annonçant plus global pour en masquer les dangers : privatisation rampante, proximité rabougrie... Celui sur les EHPAD est insignifiant. Il faut créer des emplois et développer les formations, desserrer l'étau financier, redonner du sens au travail par des nouveaux droits pour les salariés et leurs organisations syndicales. Le service public est aussi constitutif

de réponses offensives à la désertification médicale. La prévention de la perte d'autonomie nécessite le développement de services publics nouveaux. Un pôle public du médicament serait une économie pour la société, et un facteur de sécurité sanitaire.

D'abord la Sécurité sociale ! Face à l'individualisme, au chacun pour soi et tout pour le patronat, qui enfonce notre pays dans la crise économique, sociale, environnementale, anthropologique, la sécurité sociale est la réponse, en investis-

sant dans l'humain, dans la solidarité. Elle est un rempart contre la privatisation de la protection sociale. Des règles nouvelles pour les taux de cotisations pourraient engendrer des ressources supplémentaires importantes et un cercle vertueux pour l'emploi et l'environnement ! De quoi assurer les remboursements à 100% des soins prescrits, y compris ceux liés à la perte d'autonomie, une vraie politique familiale et des retraites décentes.

Les communistes refusent toute réforme des retraites engendrant l'insécurité par un passage des prestations définies aux cotisations définies, toute suppression des pensions de réversion, ignorant les inégalités salariales

hommes/femmes comme toute forme d'assurance privée obligatoire pour la dépendance, enrichissant les marchés financiers pour permettre la solvabilité d'une fin de vie en EHPAD privé gavant les actionnaires !

La rentrée va être chaude ! La persistance de luttes, disséminées sur tout le territoire, tout au long de

l'été, traduit la gravité de la situation et l'attente tant des personnels de la santé et du médico-social que de la population. Des succès ont été obtenus, comme à l'hôpital du Rouvray. Un des temps forts de l'automne sera le débat sur le PLFSS 2019. Les communistes sont déterminés à aider au développement et à la convergence des luttes. Forts de leur tour de France des hôpitaux, les parlementaires communistes s'en feront l'écho comme l'ensemble des communistes, déterminés à construire l'avenir, celui des Jours heureux.

Maryse Montangon
animatrice de la commission
Santé/protection sociale



prochaine
commission
nationale
**Santé
protection
sociale**

samedi 13 octobre 2018

la santé **DANS TOUS SES DÉBATS** Durant la **Fête de l'Humanité**, de nombreux débats et rencontres, sont organisés sur les questions de Santé et de Protection sociale.

LES DÉBATS ORGANISÉS PAR LA COMMISSION NATIONALE

Titre	Participation annoncée	Horaire	Stand
Hôpital/Ehpad : urgences et mobilisations	Pierre Dharréville , député PCF des Bouches-du-Rhône Syndicalistes santé/sociaux (CGT et SUD) animé par Fabien Cohen , commission <i>Santé/protection sociale</i>	Samedi de 14h à 16h	Fédération du Val-de-Marne
Comment mettre fin aux déserts médicaux en France ?	Dr Éric May , médecin <i>Fédération nationale des centres de santé</i> Sébastien Prat , secrétaire départemental PCF du Cantal Hélène Derrien , <i>Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité</i> animé par Maryse Montangon , commission <i>Santé/protection sociale</i>	Samedi à 14h	Fédération de Paris
Vieillir est une chance ! Pour le respect, la dignité : combattre l'Âgisme dans notre société, les Ehpad et à domicile	Pascal Champvert , président de l' <i>Association des directeurs au service des personnes âgées</i> Bernard Spitz , président de la <i>Fédération française des assurances</i> Olivier Dartigolles , porte-parole du PCF animé par Christiane Caro , commission <i>Santé/protection sociale</i>	Dimanche à 11h	Espace Bretagne
Hôpital public urgence : quelle alternative, quelle nouvelle gestion, quels nouveaux financements pour le service public de santé ?	Denis Durand , animateur commission économique PCF Christophe Prudhomme , responsable national CGT Jean-Michel Toulouse , directeur d'hôpital à la retraite animé par Évelyne Vander-Heym commission <i>Santé/protection sociale</i>	Dimanche à 11h	Section de Montreuil
Rencontre-débat avec le collectif des usagers de l'Association Valentin Haüy	Frédéric Desrues , porte-parole du collectif Claude Chavrot , perte d'autonomie/handicap du PCF animé par Stéphane Guyard commission <i>Santé/protection sociale</i>	Samedi à 11h	Fédération de la Drôme

D'AUTRES DÉBATS SUR LA SANTÉ ET LA PROTECTION SOCIALE SE DÉROULERONT SUR LA FÊTE

stand *Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité/Notre santé en danger/Convergence nationale des comités de défense des services publics*

- samedi à 11h30 : *Protection sociale ou Sécurité sociale ?*
- samedi à 14h : *La santé en Europe*
- dimanche à 14h : rencontre-débat autour de la psychiatrie en lutte

stand du CN

- vendredi à 17h : point sur le tour de France des hôpitaux et les suites
- vendredi de 18h30 à 20h : débat parlementaire sur la réforme des retraites et la remise en cause de notre modèle social

BUREAU DE PRESSE DU PCF

communiqués

des miettes pour les EHPAD

Annoncé à grands renforts médiatiques depuis plusieurs jours, le plan pour les EHPAD du gouvernement a été dévoilé. Des miettes... Il ne s'agit en fait que de mesurées sans rapport avec l'attente des personnels et des familles.

Infirmières en astreinte et télé-médecine ne rajouteront pas de présence humaine dans les établissements alors que les événements récents ont montré les limites de la prise en charge, notamment aux urgences, secteur particulièrement surchargé.

Car c'est bien de présence humaine, de créations d'emplois, de formations, qui sont nécessaires, tant pour les EHPAD que pour l'aide à domicile. L'appel au secours, la colère des personnels n'ont pas été entendus. L'aménagement de la convergence des tarifs ne

règlera ni le manque de places dans le secteur public, seul accessible aux familles modestes, ni la nécessité de nouvelles formes de prises en charge plus souples, plus respectueuses de la volonté des personnes âgées.

Le PCF demande un véritable service public pour les personnes en perte d'autonomie avec un remboursement par l'assurance maladie à 100%. Il est possible de le financer grâce à une cotisation sociale additionnelle, assise sur les revenus financiers des entreprises et grâce à une modulation des cotisations des entreprises pour les accroître en fonction de leur politique salariale et d'emploi. Les entreprises supprimant des emplois ou ne respectant pas l'égalité salariale femme/homme pourraient être concernées.

HAUTES-PYRÉNÉES COMMISSION HANDICAP ET PERTE D'AUTONOMIE

Tout commence par une rencontre avec Maryline, une nouvelle adhérente de la section de Tarbes : « Vous faites quoi au Parti pour les handicapés ? »

On peut considérer qu'on les défend, comme toutes les victimes du capitalisme. Car c'est une constante, ce système s'attaque d'abord aux plus faibles et aux plus démunis d'entre nous, et les handicapés en font partie. Nous ne pouvions pas en rester là et il nous fallait aller plus loin. En créant cette commission, les objectifs montent d'un cran : tout faire pour que le regard des gens évolue positivement sur la situation des handicapés.

La commission s'est réunie deux fois, prépare une conférence de presse et a permis à des camarades qui n'osaient pas parler et qui restaient en retrait de prendre pleinement leurs places dans le parti. Deux nouvelles adhésions ont été enregistrées. Quelle respiration et quel bonheur de voir ces militants « cachés » apparaître au grand jour et fiers de participer à cette aventure.

Nous avons décidé de travailler autour de deux axes :

- un premier axe politique, dans lequel nous étudierons les textes, les propositions à partir de grands thèmes tels que santé, transports, travail, logement...
- le second axe se situera plus au niveau des solidarités concrètes en accompagnant les personnes dans leurs démarches et leurs difficultés.

L'objectif ultime étant de pouvoir s'appuyer sur les situations individuelles pour faire avancer les droits de tous.

Comme nous l'a dit un camarade lors de la première réunion, « nous avons parfois l'impression d'être des citoyens de seconde zone ».

À nous de nous emparer de ces questions là, pour qu'enfin nous puissions faire avancer dignement la situation des personnes handicapés.

Hervé Charles

secrétaire de la section PCF de Tarbes

parole d'élus

ne lâchons rien pour défendre le service public de santé



par Alain Bruneel
député communiste
du Nord

La barre des 100 établissements a été franchie dans le cadre du tour de France des hôpitaux mené par les parlementaires communistes.

Depuis le coup d'envoi de cette initiative le 12 février dernier, nous avons rencontré plus de 5 000 personnes : infirmières, aides-soignantes, chefs de services, directeurs d'établissements, médecins, responsables de CME. Tous sont unanimes sur la pénurie de moyens qui touche l'hôpital public.

Les personnels manquent de bras pour faire face à la surcharge de travail, ils manquent de temps pour écouter et rassurer les patients, ils manquent de matériels pour faire leur métier correctement. « On a honte de ne même pas pouvoir donner une bouteille d'eau aux gens qui s'entassent dans les urgences » me confiait récemment un syndicaliste du CHU de Lille, premier établissement des Hauts-de-France.

Cette situation ne tombe pas du ciel. Elle est le fruit de choix politiques qui depuis de nombreuses années ont cherché à rentabiliser le secteur de la santé.

En 10 ans, plus de 7 milliards d'économies ont été actés ce qui équivaut à la

fermeture de 100 000 lits. Malgré la promesse présidentielle, une nouvelle cure d'austérité s'applique à l'hôpital public depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron.

« À force de trop tirer sur la corde, elle risque de casser » : voilà ce que j'affirmai dans l'hémicycle il y a quelques mois auprès d'Agnès Buzyn.

La situation est explosive. Les personnels et les patients ne peuvent accepter plus longtemps ce sous-investissement qui tue l'hôpital public à petit feu. L'argent existe pour répondre aux besoins de santé.

Le Tour de France des hôpitaux permet de rendre visible les luttes et combats des personnels mais également de construire collectivement des contre-propositions qu'il est urgent d'imposer.

Alors que le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2019 ne va pas tarder à être débattu, les mobilisations doivent redoubler d'intensité.

Des couloirs des hôpitaux jusqu'aux travées de l'Assemblée nationale : ne lâchons rien pour défendre le service public de la santé.

LA FIÈVRE MONTE

SÉCURITÉ SANITAIRE

des donneurs et receveurs de sang

Question à Jean Pierre Basset, militant du Don de Sang : le JO du 24 juillet a publié une « question écrite » de A.Chassaigne à la ministre de la Santé intitulée : « "Risques pour les donneurs et receveurs de produits sanguins ». De quoi s'agit-il ?

J. P. Basset. C'est une affaire partie du décès, au CHU de Bordeaux, d'un patient lors d'une intervention chirurgicale assistée par une machine « d'autotransfusion » dont une pièce a explosé. C'est une variante des « machines d'aphérèse » de la société US « Haemonetics » utilisées pour les dons de plasma.

Conséquences de l'alerte lancée après cet accident :

- des salariés de Haemonetics ont dit avoir alerté les autorités après avoir constaté que des machines neuves, vendues à l'EFS comprenaient des pièces de récupération
- des salariés de l'EFS ont signalé la production de particules dans des poches de plasma, des recherches ont montré la présence de particules « nanométriques » invisibles
- des contrôles, avec un Comité scientifique spécial temporaire (CSST) créé par l'ANSM

pour le don de sang

- l'ANSM contrôlant le siège de Haemonetics, en Suisse, a constaté que la production des machines avait été délocalisée d'Écosse en Malaisie et que celle des DMU (les poches et le Dispositif de prélèvement à usage unique) l'avait été des USA au Mexique. Impossible d'effectuer les contrôles aux deux bouts de la planète !

- le CSST a exigé de Haemonetics la composition chimique du « joint tournant » qui s'use, dont les particules sont réinjectées dans le sang des donneurs et des malades transfusés en « Plasma ». Haemonetics reconnaît une usure de deux milligrammes de « phénol formaldéhyde » (cancérogène, mutagène) lors des prélèvements.

Plainte a été déposée par le délégué CGT de l'EFS et deux ex salariés de Haemonetics.

Comme l'indique l'interpellation de la ministre, le rapport de l'ANSM le « bénéfice/risque » est positif et il convient de poursuivre l'utilisation des machines Haemonetics... mais il ne tient pas compte du rapport du CSST jamais publié. Le bénéfice certain pour le malade/receveur est un non-sens pour le donneur qui ne doit pas courir un risque.

Un plan de remplacement doit assurer la production de plasma pour les malades. La clarté sur cette affaire vient d'être exigée par Comité régional IDF des donneurs de sang.

les cocos
dans les
collectifs
locaux

LURE (HAUTE SAÛNE)

Coordination nationale des comités de défense des Hôpitaux et Maternités de proximité

Venus des quatre coins du pays, 37 Comités de défense étaient représentés à cette 29^e rencontre de la coordination nationale ainsi que de nombreux invités. Ce fut un moment intense de réflexion et mobilisation, associant usagers et professionnels de la santé : aides-soignants, infirmiers et médecins.

Partout, le constat est le même : accablant. Les établissements de proximité implorent sous le choc des fermetures multiples, tandis que la médecine de ville se fait de plus en plus rare, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines

d'habitat populaire. L'inégalité dans l'accès aux soins se creuse dramatiquement, avec d'un côté des déserts médicaux, de l'autre des hôpitaux-centres saturés, et un boulevard ouvert pour le secteur privé. Les déplacements et temps d'attente, aux urgences en particulier, accroissent les risques. Des vies humaines sont en jeu. Les « décideurs » auront des morts sur la conscience.

Ce qui surgit des divers témoignages, c'est d'abord la grande souffrance des personnels, quel que soit leur fonction, car leur métier perd du sens, lorsqu'il n'y a plus de temps pour une relation humaine de qualité avec les patients. C'est ensuite l'autoritarisme, la duplicité et l'arrogance des technocraties dirigeantes (ARS et ministère) qui prétendent améliorer la qualité quand elles réduisent l'offre de soins.

Les participants ont réfléchi à la poursuite des mobilisations : localement contre les fermetures, avec des actions vis à vis des conseils de surveillance des établissements (motion, refus de vote, boycott) afin de mettre en évidence la fausse démocratie sanitaire ; régionalement, par des rassemblements harmonisant les besoins vis à vis des ARS ; enfin par des actions juridiques, y compris au pénal, si une mort due à une fermeture survenait.

À noter la forte présence de communistes usagers, et le message de soutien chaleureux de Pierre Laurent remis aux responsables de la coordination. Après le tour de France des hôpitaux des parlementaires du PCF (6000 professionnels rencontrés), l'implication des communistes dans la défense du service public de santé n'est pas un faux-semblant !

Évelyne Ternant

co-responsable du comité régional PCF/Bourgogne Franche-Comté

